

Les organisations internationales qui s'occupent de la situation humanitaire ont besoin d'un appui généreux. Le Canada versera 15 millions de dollars au prochain appel du Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), et versera aussi 5 millions de dollars au Comité international de la Crois-rouge (CICR) tout particulièrement pour son travail auprès des prisonniers de guerre, des otages et des autres personnes retenues dans les camps.

Avec de tels enjeux et tant de vies en péril, nous ne pouvons permettre que cette conférence échoue. Nous ne pouvons accepter les conséquences d'une telle défaite. Nous ne pouvons accepter que la «purification ethnique» soit légitimée, ni que ceux qui se placent hors la loi puissent continuer d'imposer leur volonté en toute impunité. Les parties responsables seront passibles de poursuites et les États qui tolèrent cette situation seront frappés d'ostracisme. Ils deviendront des parias, coupés de la communauté des nations dans tous les aspects des relations normales et des échanges entre les nations.

Il doit y avoir une autre voie. Les dirigeants de la région doivent mettre de côté les positions irréalistes sur lesquelles ils se sont retranchés et qui ne servent que leurs ambitions. Ce n'est sûrement pas trop demander que de les enjoindre de faire preuve de bonne foi et de s'engager sincèrement à trouver la paix. Nous pouvons faire des progrès réels et aspirer à un avenir meilleur, sans violence, cruauté et dissension, un avenir favorable à toutes les parties présentes et tout particulièrement aux peuples en cause.